Per Curiam

COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS

N° 24A78

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, ET AL. *v.*
LOUISIANE, ET AL.

SUR LA DEMANDE DE SURSIS

N° 24A79

MIGUEL CARDONA, SECRÉTAIRE À L'ÉDUCATION,
ET AL. *v.* TENNESSEE, ET AL.

SUR LA DEMANDE DE SURSIS

[16 août 2024]

PER CURIAM.

La demande de suspension partielle présentée au juge ALITO dans le n° 24A78 et renvoyée par celui-ci à la Cour est rejetée. La demande de suspension partielle présentée au JUGE KAVANAUGH dans le n° 24A79 et renvoyée par celui-ci à la Cour est rejetée.

Le ministère de l'Éducation a récemment publié une nouvelle règle mettant en œuvre le titre IX des amendements à l'éducation de 1972. La règle a redéfini la discrimination fondée sur le sexe comme « incluant la discrimination fondée sur les stéréotypes sexuels, les caractéristiques sexuelles, la grossesse ou les conditions connexes, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». 89 Règlement fédéral 33886 (2024).

Plusieurs États et autres parties ont demandé des injonctions préliminaires contre la nouvelle règle, faisant valoir, entre autres, que la règle dépassait les limites du texte législatif adopté par le Congrès. Les tribunaux de district de Louisiane et du Kentucky ont donné raison aux plaignants et ont ordonné à titre préliminaire l'application de la règle dans les États plaignants. Le

Per Curiam

Les cours d'appel des cinquième et sixième circuits ont ensuite refusé de suspendre les injonctions pendant la période intérimaire pendant que ces tribunaux examinent les appels interjetés par le gouvernement contre les injonctions préliminaires.

Le gouvernement a maintenant déposé des demandes d'urgence devant cette Cour en vue d'obtenir des suspensions partielles des injonctions préliminaires en attendant la résolution des appels devant les cinquième et sixième circuits. La Cour rejette les demandes du Gouvernement.

Il est important de noter que tous les membres de la Cour reconnaissent aujourd'hui que les plaignants avaient droit à une injonction préliminaire en vertu de trois dispositions de la règle, y compris la disposition centrale qui définit désormais la discrimination fondée sur le sexe pour inclure la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Mais le gouvernement soutient (et les dissidents sont d'accord) que ces dispositions devraient être supprimées et que les autres dispositions de la nouvelle règle devraient continuer à être autorisées à entrer en vigueur pendant la période intérimaire pendant que les appels du gouvernement contre les injonctions préliminaires sont pendants devant les cours d'appel. Les tribunaux inférieurs ont conclu autrement parce que la nouvelle définition de la discrimination fondée sur le sexe est intimement liée à de nombreuses autres dispositions de la nouvelle règle et qu'elle a une incidence sur celle-ci. Ces juridictions ont donc conclu, à tout le moins à ce stade préliminaire, que les dispositions prétendument illégales ne sont pas facilement détachables des dispositions restantes. Les tribunaux inférieurs ont également souligné la difficulté qu'auraient les écoles à déterminer comment appliquer la règle pendant une période temporaire, certaines dispositions étant en vigueur et d'autres interdites.

Dans cette situation d'urgence devant la Cour, le fardeau de la preuve incombe à la Cour

le gouvernement, en tant que demandeur, de démontrer, entre autres, qu'il y a des chances de succès en ce qui concerne son argument de divisibilité et que les equity militent en faveur d'un sursis. Compte tenu de ce dossier limité et de ses demandes d'urgence, le gouvernement n'a pas fourni à la Cour un fondement suffisant pour modifier les conclusions provisoires des tribunaux inférieurs selon lesquelles les trois dispositions jugeaient probables

Per Curiam

d'être illégales sont intimement liées à d'autres dispositions de la règle et les affectent. Le gouvernement n'a pas non plus suffisamment identifié les dispositions particulières, le cas échéant, qui sont suffisamment indépendantes de la disposition définitionnelle interdite et qui pourraient donc pouvoir rester en vigueur. De plus, en ce qui concerne l'équité, le sixième circuit a déjà accéléré son examen de l'affaire et prévu les plaidoiries pour octobre. La Cour s'attend à ce que les cours d'appel rendent leurs décisions avec la diligence appropriée. À la lumière de l'ensemble des circonstances, la Cour rejette les demandes de suspension partielle du gouvernement.

Il en est ainsi ordonné.

Le juge SOTOMAYOR, dissident

COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS

N° 24A78

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, ET AL. *v.*
LOUISIANE, ET AL.

SUR LA DEMANDE DE
SURSIS

N° 24A79

MIGUEL CARDONA, SECRÉTAIRE À L'ÉDUCATION,
ET AL. *v.* TENNESSEE, ET AL.

SUR LA DEMANDE DE SURSIS

[16 août 2024]

LE JUGE S. OTOMAYOR, avec lequel le juge K. AGAN,
Les juges Gorsuch et Jackson se joignent à eux, dissidents
en partie à l'égard du rejet des demandes de suspension.

Les défendeurs ont contesté une règle du ministère de
l'Éducation mettant en œuvre le titre IX des amendements
de 1972 sur l'éducation. Les défendeurs soutiennent que la
règle redéfinit illégalement la discrimination fondée sur le
sexe ; qu'il viole les droits des étudiants et des employés à
l'intimité et à la sécurité corporelles ; et que sa définition du
harcèlement en milieu hostile est incompatible avec la loi et
viole le Premier amendement. Tous les membres de la Cour
conviennent que les défendeurs ont droit à une réparation
provisoire en ce qui concerne trois dispositions de cette
règle : 34 CFR

§106.10 (2023) (définition de la discrimination sexuelle),
§106.31(a)(2) (interdiction aux écoles d'empêcher les
individus d'accéder à certains espaces séparés selon le sexe
compatibles avec leur identité de genre) et définition du
harcèlement dans un environnement hostile de §106.2. Les
préjudices allégués par les intimés découlent de ces trois
dispositions.

Aujourd'hui, cependant, la majorité de cette Cour laisse en place

Le juge SOTOMAYOR, dissident

des injonctions préliminaires qui empêchent le gouvernement d'appliquer l'ensemble de la règle, y compris des dispositions qui n'ont aucun lien apparent avec les préjudices allégués des défendeurs. Ces injonctions ont une portée excessive. Certes, ce litige est toujours en cours, et les défendeurs pourraient éventuellement démontrer des préjudices causés par les autres parties de la règle. Si tel est le cas, ces blessures pourraient mériter une réparation supplémentaire. Pour l'instant, d'après l'exposé et le dossier dont nous disposons, je suis d'avis de suspendre les injonctions préliminaires, sauf en ce qui concerne les trois dispositions ci-dessus, conformément au principe traditionnel des réparations en equity selon lequel « la réparation accordée aux demandeurs » ne doit pas « être plus onéreuse qu'il n'est nécessaire pour redresser les parties plaignantes ». *Califano c. Yamasaki*, 442 U. S. 682, 702 (1979) ; voir *Madsen c. Centre de santé des femmes, Inc.*, 512 U. S. 753, 765 (1994) (« [une] injonction [ne] devrait pas être plus large que nécessaire pour atteindre les objectifs souhaités »).

Je

Le titre IX dispose que « [n]ul seul individu aux États-Unis ne peut, en raison de son sexe, être exclu de la participation, se voir refuser les avantages ou faire l'objet d'une discrimination dans le cadre d'un programme ou d'une activité d'éducation bénéficiant d'une aide financière fédérale ». 86 Stat. 373, 20 U. S. C. §1681(a). Le Congrès a chargé le ministère de l'Éducation de « promulguer des règles, des règlements ou des ordonnances d'application générale » pour « mettre en œuvre » le mandat antidiscrimination du titre IX. §1682. En vertu de ce pouvoir, en avril 2024, le ministère a publié une règle omnibus modifiant les règlements du titre IX, qui devrait entrer en vigueur à l'échelle nationale le 1er août 2024. Voir 89 Fed. Reg. 33474 (2024) (règle). Les dispositions modifiées de la règle couvrent une série de questions, dont la plupart ne font pas référence à la discrimination fondée sur l'identité de genre et n'ont pas été mentionnées par les répondants.¹

---

¹ Ces dispositions comprennent : une disposition exigeant l'accès à des espaces d'allaitement et des « modifications raisonnables » pour les étudiantes enceintes, telles que des pauses pour les toilettes, 89 Fed. Reg. 33888, 33895–33896 (à codifier en 34

Le juge SOTOMAYOR, dissident

Les défendeurs affirment qu'ils sont lésés par trois dispositions de la règle. Premièrement, à l'article 34 CFR §106.10, la règle définit la « discrimination fondée sur le sexe » comme « incluant la discrimination fondée sur les stéréotypes sexuels, les caractéristiques sexuelles, la grossesse ou les conditions connexes, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». 89 Féd. Reg. 33886. Deuxièmement, à §106.31(a)(2), la règle traite de l'application du titre IX dans les espaces séparés selon le sexe. 89 Fed. Reg. 33887. La règle ne touche pas à la reconnaissance explicite du titre IX selon laquelle les écoles peuvent faire une distinction entre les élèves sur la base du sexe dans certains contextes, par exemple dans l'attribution des dortoirs et la création d'équipes athlétiques.² Toutefois, en dehors de ces exceptions légales, les

---

CFR §§106.40(b)(3)(v), 106.57) ; une disposition affirmant les droits légaux des parents et des tuteurs d'agir au nom des plaignants et des défendeurs, 89 Fed. Reg. 33885 (à codifier dans 34 CFR §106.6(g)) ; trois dispositions portant sur les obligations des écoles en matière de réponse aux réclamations impliquant le titre IX, y compris les mesures visant à aider les parties touchées, les exigences en matière de notification des employés, les obligations du coordinateur du titre IX, les procédures de grief applicables et la protection des informations personnellement identifiables, 89 Fed. Reg. 33888-33895 (à codifier dans 34 CFR §§106.44, 106.45, 106.46) ; une disposition portant sur l'obligation des écoles de désigner des coordinateurs du titre IX et d'adopter et de mettre en œuvre une politique de non-discrimination et des procédures de règlement des griefs, 89 Fed. Reg. 33885–33886 (à codifier dans 34 CFR §106.8) ; une disposition clarifiant les obligations des écoles en matière de représailles, 89 Fed. Reg. à 33896 (à codifier dans 34 CFR §106.71) ; une disposition précisant que le secrétaire adjoint aux droits civils du ministère de l'Éducation ne considérera pas qu'un bénéficiaire a enfreint les règlements du titre IX uniquement parce qu'il aurait rendu une décision différente dans une plainte particulière alléguant un harcèlement fondé sur le sexe, 89 Fed. Reg. à 33895 (à codifier dans 34 CFR §106.47) ; et une disposition concernant les enquêtes préalables à l'embauche qu'une école peut effectuer concernant l'état matrimonial et le sexe d'une personne, 89 Fed. Reg. 33896 (à codifier dans 34 CFR §106.60).

² Plus précisément, ces contextes incluent l'appartenance à des fraternités ou à des sororités, 20 U. S. C. §1681(a)(6), établissements de vie séparés, §1686, et équipes athlétiques, amendements sur l'éducation de 1974, 88 Stat. 612. Le département a expliqué dans la règle que ni l'article 106.31(a)(2) ni rien d'autre dans la règle n'aborde ou ne modifie les exigences existantes régissant la séparation des sexes dans l'athlétisme, qui fait l'objet d'une réglementation distincte. 89 Règl. féd. 33816 à 33817.

Le juge SOTOMAYOR, dissident

L'article 106.31(a)(2) stipule que le titre IX n'autorise généralement « un traitement différencié ou une séparation fondée sur le sexe » que dans la mesure où un tel traitement différencié ou une telle séparation n'est pas « discriminatoire [...] en soumettant une personne à un préjudice plus que minime. L'article 106.31(a)(2) prévoit en outre qu'une politique ou une pratique qui « empêche une personne de participer à un programme ou à une activité d'éducation compatible avec son *identité de genre* soumet une personne à un préjudice plus que minime sur la base du sexe ». (Je souligne.) Les articles 106.10 et 106.31(a)(2) sont les seules dispositions de l'ensemble de la règle qui font référence à l'« identité de genre ».

Troisièmement, à l'article 106.2 du titre 34 du CFR, la règle définit plusieurs termes, dont celui de « harcèlement en environnement hostile ». 89 Règl. féd. 33884. Le « harcèlement en milieu hostile » est une forme interdite de discrimination fondée sur le sexe qui, telle que définie par la Règle, implique « un comportement non désiré fondé sur le sexe qui, compte tenu de l'ensemble des circonstances, est subjectivement et objectivement offensant et est si grave ou généralisé qu'il limite ou nie la capacité d'une personne à participer au programme ou à l'activité d'éducation du destinataire ou à en bénéficier (*i.e.*, crée un environnement hospitalier). *Ibid.*. Les répondants ne s'opposent pas à Les définitions de l'article 106.2 d'autres termes de la Règle, tels que « plainte », « sanctions disciplinaires », « école primaire » et « élève ».

Deux groupes d'États ont intenté des poursuites devant deux tribunaux de district pour contester l'illégalité de la nouvelle règle.³ Ils soutiennent que

---

³ Une action a été intentée par les États de la Louisiane, du Mississippi, du Montana et de l'Idaho, rejoints par le ministère de l'Éducation de la Louisiane et 18 conseils scolaires de la Louisiane. Un autre procès a été intenté par les États du Tennessee, du Kentucky, de l'Ohio, de l'Indiana, de la Virginie et de la Virginie-Occidentale, rejoints par une association d'enseignants chrétiens et une jeune fille de 15 ans de Virginie-Occidentale. Plusieurs autres États et parties ont intenté des actions similaires contestant la règle et demandant des injonctions préliminaires dans les États demandeurs. Voir *Kansas c. Département de l'éducation des États-Unis*, F. Supp. 3d ___, 2024 WL 3273285 (D Kan., 2 juillet 2024) ; *Texas c. États-Unis*, n° 24-CV-86, 2024 WL 3405342 (ND Tex., 11 juillet 2024) ; *Carroll Inde-district scolaire en instance c. Département de l'éducation des États-Unis*, F. Supp. 3d ,

Le juge SOTOMAYOR, dissident

la règle réécrit illégalement l'interdiction de la discrimination sexuelle du titre IX pour y inclure la discrimination fondée sur l'identité de genre des étudiants. Les défendeurs soutiennent en outre que la définition de « harcèlement en milieu hostile » donnée à l'article 106.2 est illégale en vertu de l'arrêt *Davis c. Monroe County Bd. of Ed.*, 526 U. S. 629 (1999), parce qu'elle édulcore la norme de ce qui constitue un harcèlement fondé sur le sexe donnant lieu à des poursuites : les plaignants du titre IX peuvent l'emporter en vertu de la règle en démontrant que le harcèlement allégué était grave ou généralisé (par opposition aux deux) et n'ont pas besoin de prouver que la conduite incriminée les a privés de l'accès à des avantages éducatifs. Les défendeurs affirment séparément que la définition de « harcèlement dans un environnement hostile » définie à l'article 106.2 viole le Premier amendement en discutant de manière dissuasive ou contraignante, y compris sur les questions d'identité de genre.

Par conséquent, lorsque les répondants ont demandé aux tribunaux de district

pour interdire provisoirement l'application de la règle, ils se sont concentrés sur les deux dispositions relatives à l'identité de genre :

§§106.10 et 106.31(a)(2) – et la définition de « harcèlement en milieu hospitalier » de §106.2 . Les intimés ont allégué que ces trois dispositions leur causeraient un préjudice irréparable si la règle entrait en vigueur. Plus précisément, ils ont affirmé qu'ils encourraient des coûts irrécouvrables pour se conformer à ces dispositions (et une perte de financement du titre IX s'ils ne le faisaient pas), qu'ils perdraient le droit de s'exprimer librement sur des questions telles que l'identité de genre et qu'ils seraient incapables d'appliquer les lois existantes des États qui entrent en conflit avec l'interdiction de la discrimination fondée sur l'identité de genre énoncée dans la règle. Bien que le préjudice irréparable allégué par les défendeurs ne remonte apparemment qu'à trois des dispositions de la règle, les tribunaux de district ont ordonné à titre préliminaire au gouvernement d'appliquer l'ensemble de la règle dans tous les États défendeurs.

2024 WL 3381901 (ND Tex., 11 juillet 2024) ; *Arkansas c. Département de l'éducation des États-Unis*, n° 4:24–CV–636, (ED Mo., 24 juillet 2024), ECF Doc. 54 ; *Alabama c. Cardona*, n° 7:24–CV–533, 2024 WL 3607492 (ND Ala., 30 juillet 2024).

Le juge SOTOMAYOR, dissident

Après avoir tenté en vain d'obtenir réparation de ces injonctions trop larges devant les tribunaux inférieurs, le gouvernement demande à la Cour de suspendre en partie les injonctions. Le gouvernement ne conteste pas le maintien de l'injonction relative à l'article 106.31(a)(2) (réglementant l'accès aux espaces séparés selon le sexe) ou la définition par l'article 106.2 du harcèlement en milieu hostile appliqué à la discrimination fondée sur l'identité des hommes. Au lieu de cela, il demande à la Cour de suspendre l'injonction relative à la définition du harcèlement dans un environnement hostile donnée à l'article 106.2 telle qu'elle s'applique à d'autres formes de discrimination fondée sur le sexe, aux autres définitions de l'article 106.2, à l'article 106.10 et au reste des dispositions non contestées de la règle.

II

Je suis d'avis d'accueillir la plupart des demandes de suspension et d'autorisation du gouvernement qui n'interdisent qu'à l'application des trois dispositions contestées.⁴ L'injonction préliminaire est un exercice « extraordinaire » du pouvoir en equity, qui ne s'applique que « s'il est clairement démontré » qu'une partie a « droit à une telle réparation ». *Hiver c. Conseil de défense des ressources naturelles, Inc.*, 555 U. S. 7, 22 (2008). Pour obtenir une injonction préliminaire, une partie doit établir, entre autres, qu'elle subirait vraisemblablement un préjudice irréparable en l'absence d'une réparation équitable. *Ibidem*. Cependant, même lorsqu'une partie fait cette démonstration, un tribunal doit adapter une réparation équivalente pour réparer les préjudices allégués de la partie sans alourdir le fardeau du défendeur plus que nécessaire. Voir *Madsen*, 512 U. S., p. 765 (« [An]ne devrait pas avoir une injonction plus large que nécessaire pour atteindre les objectifs souhaités »); *Yamasaki*, 442 U. S., p. 702 (expliquant que « la réparation accordée aux plaignants » ne doit pas « être plus lourde que nécessaire pour redresser les parties plaignantes »).

En l'espèce, les préjudices allégués par les intimés découlent de la dispositions légales. Même en supposant que les répondants aient établi que ces dispositions les exposent à une menace de préjudice irréparable, le fait d'interdire l'application de l'ensemble de la règle semble

---

⁴ Pour l'article 106.2, je ne laisserais s'appliquer qu'à sa définition du « harcèlement en milieu hostile ».

Le juge SOTOMAYOR, dissident

aller au-delà de ce qui était nécessaire pour réparer ces blessures.

Examinons quelques-unes des dispositions non contestées. La règle exige que les écoles fournissent des « modifications raisonnables » aux élèves enceintes, y compris, mais sans s'y limiter, « des pauses pendant les cours pour exprimer le lait maternel, allaiter ou répondre aux besoins de santé associés à la grossesse ou aux conditions connexes ». 89 Règl. féd. 33887. Une disposition distincte interdit aux écoles de procéder à une enquête préalable à l'embauche sur l'état matrimonial d'un candidat et limite les circonstances dans lesquelles une école peut procéder à une enquête préalable à l'emploi sur le sexe d'un candidat. *Id.*, à la p. 33896. La règle exige également que les écoles interdisent au personnel et aux élèves d'exercer des représailles contre les élèves qui déposent des plaintes en vertu du titre IX, et prévoit la procédure qu'une école doit suivre lorsqu'elle reçoit une plainte de représailles. *Ibid.*. Ces dispositions (comme beaucoup d'autres dispositions de la Règle) ne font pas référence à la discrimination fondée sur l'identité de genre ou au harcèlement dans un environnement hostile et n'ont aucun rapport apparent avec les préjudices allégués des défendeurs. Au fur et à mesure que le litige sur la règle se poursuit, les intimés pourraient être en mesure de démontrer que ces autres parties de la règle leur causeront un préjudice irréparable d'une manière justifiant une autre réparation équitable. À ce stade, cependant, interdire l'application de toute autre partie de la règle empêche inutilement le gouvernement d'appliquer le titre IX et prive les demandeurs potentiels de protections contre les formes de discrimination fondée sur le sexe qui ne sont pas en cause dans l'action intentée par les répondants.

Les défendeurs soutiennent que le gouvernement doit main interdire d'appliquer l'ensemble de la règle parce que les dispositions contestées l'« imprègnent ». Toutefois, les défendeurs n'expliquent pas pourquoi il est nécessaire d'interdire l'application de l'ensemble de la règle à ce stade pour remédier aux préjudices qu'ils prétendent. Tout d'abord, de nombreuses dispositions non contestées (telles que celles qui régissent les enquêtes préalables à l'embauche sur l'état matrimonial ou le sexe d'un candidat et interdisent la discrimination fondée sur la grossesse) ne font aucune référence à la distinction d'identité de genre.

Le juge SOTOMAYOR, dissident

l'incrimination ou le harcèlement en milieu hostile. Les répondants n'avancent rien pour justifier d'empêcher le gouvernement d'appliquer ces parties de la règle. En ce qui concerne les dispositions qui incorporent les définitions prétendument illégales de la discrimination et du harcèlement fondés sur le sexe du Ministère, les répondants n'expliquent pas en quoi ces dispositions leur porteraient préjudice alors qu'il est interdit au gouvernement d'appliquer les définitions contestées. Prenons l'exemple de l'exigence de la règle selon laquelle les employés doivent être formés sur « [l]a portée de la conduite qui constitue une discrimination fondée sur le sexe en vertu du titre IX et de la présente partie, y compris la définition du harcèlement fondé sur le sexe ». 89 Règl. féd. 33886. Même les personnes interrogées ne soutiennent pas que l'obligation de formation est elle-même illégale. Une fois les dispositions contestées exclues, le « champ d'application » de cette formation excluait la discrimination fondée sur l'identité de genre et le harcèlement en milieu hostile, qui sont à l'origine des préjudices allégués des répondants. De plus, s'il y avait le moindre doute à cet égard, la Cour aurait pu simplement exclure cette disposition de son ordonnance de suspension.

Les défendeurs affirment en outre que la règle serait incompatible avec l'interdiction pour le gouvernement d'appliquer sa définition de la discrimination fondée sur le sexe. Depuis 50 ans, cependant, les règlements du titre IX n'ont pas défini la discrimination fondée sur le sexe, et les personnes interrogées n'apportent aucune preuve que les écoles ne peuvent pas se conformer à leurs obligations en vertu du titre IX sans une telle définition.

* * *

En empêchant le gouvernement d'appliquer des dizaines de règlements que les défendeurs n'ont jamais contestés et qui n'ont aucun rapport apparent avec les préjudices allégués des défendeurs, les tribunaux inférieurs ont outrepassé leur pouvoir de remédier aux préjudices discrets allégués en l'espèce. Les injonctions que cette Cour laisse en place pèseront sur le gouvernement plus que nécessaire. Les injonctions affecteront également le public. Les particuliers dans les États défendeurs seront privés de conseils

Le juge SOTOMAYOR, dissident

liés à leurs droits en vertu du titre IX, aux mises à jour des processus que les écoles doivent suivre pour enquêter sur leurs plaintes de discrimination sexuelle, aux protections contre les représailles si elles déposent une plainte, et bien plus encore. D'après le dossier actuel, une réparation plus adaptée et axée sur les trois dispositions contestées aurait permis de réparer les préjudices allégués par les intimés sans priver le public des autres dispositions de la règle. Étant donné que les juges majoritaires de la Cour laissent néanmoins en place les injonctions trop générales, je suis respectueusement dissident en partie.